

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Contrôles réglementaires

**des bâtiments, matériels, installations et équipements soumis
à un contrôle périodique obligatoire**

sur les sites de Météo-France

à Trappes (78), Orly (94) et Roissy (95)

Marché n° 2531A0321

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Table des matières

Cahier des clauses particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Procédure de passation et Forme du marché public.....	4
5. Durée du marché public.....	4
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
10. Modalités d'exécution des prestations.....	5
10.1. Conditions générales.....	5
10.2. Habilitations.....	6
10.3. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
10.4. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	7
10.5. Sous-traitance.....	7
10.6. Gestion des emballages.....	7
11. Obligations du titulaire.....	7
11.1. Assurances.....	7
11.2. Insertion sociale.....	7
11.3. Obligations environnementales du titulaire.....	7
11.4. Accès réglementé aux locaux.....	7
11.5. Secret professionnel.....	7
11.6. Transfert des données.....	8
11.7. Information et conseil.....	8
12. Constatation de l'exécution des prestations.....	8
13. Garantie.....	8
14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	8
15. Propriété intellectuelle.....	9
16. Protection des données personnelles.....	9
16.1. Obligations du titulaire.....	9
16.2. Mesures de sécurité.....	10
16.3. Sous-traitance.....	10
16.4. Droit d'information des personnes concernées.....	10
16.5. Notification des violations de données à caractère personnel.....	11
16.6. Assistance.....	11
16.7. Registre des catégories d'activités de traitement.....	11
16.8. Documentation.....	11
17. Établissement des prix.....	11
17.1. Définition.....	11
17.2. Révision des prix.....	11
17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	12
18. Paiements.....	12
18.1. Modalités de paiement.....	12
18.2. Intérêts moratoires.....	12
18.3. Établissement des factures.....	13
19. Cession ou nantissement des créances.....	13
20. Pièces et attestations à fournir.....	13
20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	13
20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	14
20.3. Liste nominative du personnel étranger.....	14
20.4. Attestation de déclaration d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH).....	14
20.5. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	14

21. Pénalités..... 15

22. Résiliation..... 15

23. Litiges et attribution de juridiction..... 15

24. Dérogations..... 15

Cahier des clauses particulières

1. Objet du marché public

Le présent marché a pour objet les contrôles réglementaires des bâtiments, matériels, installations et équipements soumis à un contrôle périodique obligatoire sur les sites de Météo-France à Trappes (78), Orly (94) et Roissy (95), y compris les équipements radar et sodar en zone réservée de l'aéroport de Roissy.

2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) avec ses 3 annexes dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

4. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

4. Procédure de passation et Forme du marché public

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité du marché sans que leur durée d'exécution ne dépasse de plus de six mois sa date de fin de validité.

5. Durée du marché public

Le marché public est passé pour une première période courant du 1^{er} janvier 2026 ou à sa date de notification si elle-ci est postérieure au 31 décembre 2026.

A compter du 1^{er} janvier 2027, le présent marché sera reconductible 3 fois pour une durée de 1 an de manière tacite soit jusqu'au 31 décembre 2029. La durée maximale ne pouvant excéder 4 ans.

Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois avant l'échéance.

En cas de mauvaise exécution des prestations prévues au contrat, Météo-France pourra, quinze jours ouvrés après réception par le titulaire d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée sans effet, résilier le contrat sans indemnité. Météo-France s'acquittera alors du montant des prestations réellement exécutées sur la base des prix en vigueur.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les prestations commencent à s'exécuter ou les commandes peuvent être passées à compter de la date de prise d'effet du marché public soit à sa date de notification.

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.2.4 du CCAG FCS applicable, les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

7. Montant du marché public

Le montant maximal des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre (périodes de reconduction comprises, soit 4 ans) est fixé à 49 950 € HT, soit 59 940 € TTC.

Si ce montant maximal est atteint, l'accord-cadre est résilié de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité. Le montant estimatif des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité du marché, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de 40 000 € HT. Cette information est donnée à titre indicatif aux candidats et ne constitue pas un engagement de commande de la part de Météo-France. Le titulaire du marché ne pourra prétendre à une indemnité si ce montant n'est pas atteint au terme du marché.

8. Notification des informations et des décisions

Par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable, la notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

9. Définition du besoin

Le marché n° 2131A0209, arrivant à terme le 31 décembre 2025, doit être renouvelé.

Le contrôle réglementaire **des bâtiments, matériels, installations et équipements** est obligatoire afin de déceler en temps utile toute détérioration, usure, ou tout mauvais fonctionnement de matériel qui pourrait être à l'origine d'un risque d'accident, d'incendie ou d'incident susceptible de compromettre le bon fonctionnement des unités de Météo-France ainsi que la santé de son personnel.

10. Modalités d'exécution des prestations

10.1. Conditions générales

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour exécuter les prestations du marché.

Le plan du site et les surfaces des bâtiments à contrôler se trouvent en annexes I et II du présent CCP . La liste des matériels devant être vérifiés fait partie intégrante de l'annexe financière du présent marché.

Le site de Trappes est susceptible de connaître des modifications pendant la durée de vie du présent marché, le besoin peut donc évoluer en conséquence.

L'accès en zone réservée de l'aéroport de Roissy pour le contrôle des installations radar et sodar nécessite un badge d'accès, Météo France se charge de cette formalité sous réserve de fourniture des documents d'identité de l'intervenant. De même la circulation des véhicules en zone réservée étant réglementée, cette intervention se fera avec le véhicule habilité de Météo France.

Seuls les matériels ayant fait réellement l'objet d'un contrôle pourront être facturés.

Le titulaire propose un planning d'interventions conforme aux obligations réglementaires en matière de contrôle (objet du présent marché) ou à défaut, Météo-France adresse au titulaire un bon de commande sur lequel figureront les postes commandés parmi ceux indiqués à l'annexe financière du présent marché : nature et nombre de contrôles à effectuer et les bâtiments du site concernés.

Le titulaire devra dès notification du marché, dans un délai maximum de 15 jours, prendre contact avec SG/LP/TRAPPES par mail adressé à : logistique-trappes@meteo.fr

(M. Gilles Fournier : 01 30 13 60 68) afin d'élaborer un planning d'exécution des prestations pour l'année en cours.

Pour le site de Roissy, il faudra écrire à : direction.cra-roissy@meteo.fr

Pour le site d'Orly, il faudra écrire à : direction.cra-roissy@meteo.fr

Ce planning devra tenir compte du fait que toutes les interventions devront être terminées avant le **1er novembre** de l'année en cours.

Les dates d'exécution des contrôles périodiques à effectuer sont fonctions de l'intervalle maximum entre deux contrôles.

Chaque type de contrôle fait l'objet d'un rapport spécifique validant la conformité ou précisant l'intervention à effectuer par Météo-France pour effectuer la mise en conformité.

Ce rapport est communiqué par le titulaire dans le délai de 10 jours à compter de la date du contrôle.

Un rapport détaillé définitif sera fourni par le titulaire au plus tard 30 jours après chaque visite.

En cas de manquement du titulaire pour la remise des rapports ou du planning d'intervention dans les délais impartis, celui-ci s'expose à l'application des pénalités définies à l'article 21 du présent document.

Météo-France pourra passer des bons de commande pendant toute la durée du marché, en fonction de ses besoins, dans la limite du montant maximal indiqué à l'article 7 du présent document.

Les prestations et leurs délais sont exécutés conformément aux spécifications indiquées dans le présent marché et l'offre technique du titulaire.

Sont exclus du présent marché les accidents résultant des causes suivantes : orages, inondations, incendie de toute nature, guerre civile ou étrangère, mouvements populaires, émeutes, rixes, variation de courant EDF ainsi que toutes détériorations ou accidents causés par un tiers et en général tout événement de cas fortuit ou de force majeure.

10.2. Habilitations

Le titulaire s'engage à disposer des habilitations nécessaires à la réalisation de la prestation (selon la réglementation et les normes en vigueur).

Après la notification du marché, SG/LP/TRAPPES remet au titulaire les dates des précédents contrôles, sur demande.

10.3. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG applicable, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG applicable, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG applicable.

Météo-France

73, avenue de Paris - 94165 Saint-Mandé CEDEX - France
www.meteofrance.fr  @meteofrance
Météo-France, certifié ISO 9001

10.4. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire se conforme aux textes relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail conformément à l'article 6.1 du CCAG.

10.5. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée pour les sites d'Orly et Roissy pour une question de sécurité.

10.6. Gestion des emballages

Par défaut, les emballages restent la propriété du titulaire qui est donc responsable de leur collecte.

11. Obligations du titulaire

11.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG applicable.

Les prestations, fournitures, et les éventuelles pièces détachées remplacées sont garanties pendant une période de douze mois à compter de la date d'admission dans les conditions normales d'utilisation.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

11.2. Insertion sociale

Conformément à l'article 16.1 du CCAG applicable, le titulaire s'engage - période de reconductions comprises - à une action en faveur du retour à l'emploi de personnes en difficultés sociales et/ou professionnelles. Il devra en faire la preuve auprès de Météo-France avant la fin de la durée de validité du présent marché (par exemple, en validant un stage d'immersion en entreprise d'un sénior de plus de 50 ans).

11.3. Obligations environnementales du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter la législation environnementale en vigueur.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 16.2.2 du CCAG FCS applicable et vérifie que ses sous-traitants respectent bien les obligations environnementales fixées par le marché, en particulier la bonne gestion des emballages et des déchets éventuels (par exemple, preuve du passage à la déchetterie).

11.4. Accès réglementé aux locaux

L'accès aux sites est défini à l'article 10.1 du présent document. Il est soumis à une autorisation préalable nominative délivrée par Météo-France. Chaque intervention d'un agent du titulaire sur un de ces sites doit donner lieu à une autorisation spéciale d'accès pour cet agent.

Avant toute intervention sur un des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable, le contact du titulaire désigné conformément à l'article 10.1 du présent document s'assure que les agents chargés de cette intervention ont obtenu une autorisation spéciale d'accès.

11.5. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de

l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

11.6. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

11.7. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

12. Constatation de l'exécution des prestations

Les modalités de constatation de l'exécution des prestations stipulées au chapitre 5 du CCAG s'appliquent.

A l'issue de la visite annuelle et/ou des interventions demandées, Météo-France procède à une vérification qualitative et/ou quantitative et :

- Soit atteste le service fait, qui vaut admission de la prestation et/ou des pièces si les vérifications sont positives,
- Soit prononce l'ajournement assorti d'un délai de 24 heures pour procéder à une nouvelle prestation.

A l'issue de la nouvelle prestation, Météo-France procède à une nouvelle vérification et :

- Soit atteste le service fait, qui vaut admission de la prestation et/ou des pièces si les vérifications sont positives,
- Soit prononce le rejet de la prestation et/ou des pièces et éventuellement la résiliation du présent marché, si elle est non satisfaisante.

Il est rappelé qu'un ajournement ne dispense pas de l'application des pénalités encourues.

13. Garantie

Les prestations, fournitures, et les éventuelles pièces détachées remplacées sont garanties pendant une période de douze mois à compter de la date d'admission dans les conditions normales d'utilisation.

Le titulaire s'engage à disposer d'une assurance couvrant la responsabilité civile et tous dommages pouvant être causés lors des interventions.

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée de un (1) an, dans les conditions prévues par l'article 33 du CCAG FCS applicable.

14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction direction de la commande publique et du patrimoine est la **Présidente-Directrice Générale** de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est **directeur de la logistique et du patrimoine** ou son représentant. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction de la logistique et du patrimoine
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Les contacts **techniques** de Météo France sur site sont listés à l'article 10.1 du présent document. Les correspondants techniques de Météo France sont respectivement :

- pour le site de Trappes : le responsable logistique de Trappes ou son représentant
- pour les sites d'Orly et Roissy : le responsable technique des sites ou son représentant

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'**agent comptable principal** . Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable principale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 20 du présent cahier des clauses particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 41.1 du CCAG applicable sont ramenés à huit jours.

15. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

16. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG applicable.

16.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

Météo-France
73, avenue de Paris - 94165 Saint-Mandé CEDEX - France
www.meteofrance.fr [@meteofrance](https://twitter.com/meteofrance)
Météo-France, certifié ISO 9001

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

16.2. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

16.3. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

16.4. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 14 du présent cahier des clauses particulières.

16.5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

16.6. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

16.7. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 14 du présent cahier des clauses particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

16.8. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

17. Établissement des prix

17.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. **Les prix sont unitaires en € HT, par poste et par visite, et révisibles.** Ils sont réputés établis dans les conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres soit **décembre 2025**.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

17.2. Révision des prix

Les prix sont révisés annuellement au 1er janvier de chaque année à partir du 1er janvier 2027 selon la formule paramétrique suivante :

$$Pr = P \times (S1 / S0)$$

P = Prix initial

Pr = Prix révisé

S0 : indice initial - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques Prix de marché – Base 2015 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010546098 publié par l'INSEE dont la valeur (non provisoire) est celle du 4^{ème} trimestre 2026.

S1 : indice final – même indice dont la valeur non provisoire est publiée au moment du calcul de la révision de prix.

Le coefficient de révision sera calculé par Météo-France et notifié au titulaire au plus tôt 1 mois avant la date d'application de la révision. Le coefficient de révision est arrondi à la troisième décimale supérieure. Les prix révisés par application de ce coefficient sont arrondis à la deuxième décimale la plus proche.

En cas de disparition de l'indice un nouvel indice de substitution préconisé par l'INSEE sera de plein droit applicable. Si aucun indice n'est préconisé, la substitution d'indice se fera par acte modificatif.

17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

18. Paiements

Il n'est pas prévu d'avance.

18.1. Modalités de paiement

Les prestations figurant à l'annexe financière du présent marché sont payées annuellement à terme échu (soit après le 1^{er} novembre) après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Les prestations sont payées après certification du service fait par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la certification du service fait.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

18.2. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

18.3. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2531A0321.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture :
18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : **31DLPSMA**
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses
depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

19. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

20. Pièces et attestations à fournir

20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande

publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

20.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

20.4. Attestation de déclaration d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH)

L'Association de gestion de fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (Agefiph), mentionnée à l'article L. 5214-1 du code du travail, délivre un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code.

Pour obtenir ce certificat, le titulaire doit faire une déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) avant le 1^{er} mars de chaque année sur le site <https://www.teledoeth.travail.gouv.fr/teledoeth/>. Ce certificat est valable 1 an.

Ce certificat doit être déposé chaque année par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Des informations générales relatives à la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés sont disponibles à l'adresse <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F22523>

20.5. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

21. Pénalités

En cas de retard du titulaire par rapport aux délais prévus par le marché public, le régime des pénalités pour retard prévu à l'article 14.1 du CCAG FCS s'applique.

L'application des pénalités s'effectue après constitution d'un dossier de pénalités à l'initiative de Météo-France. Ce dossier est complété des observations du titulaire et du responsable technique concerné de Météo-France afin que le représentant du Pouvoir Adjudicateur prenne ensuite sa décision (application partielle ou totale ou exonération) qui sera notifiée au titulaire.

22. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 20.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

23. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG applicable, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Versailles – 56, av. de St-Cloud, 78011 Versailles CEDEX (*pour le site de Trappes*) et au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle, 77000 Melun (*pour les sites de Roissy et d'Orly*).

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

24. Dérogations

Les stipulations de l'article 6 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 13.2.4 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 8 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 10.3 du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles 3.7.4, 3.8.4, 12.1.3 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 14 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 3.4.3 et au o) de l'article 41.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 17.2 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 10.2.2 du CCAG applicable.

ANNEXEN°1

Surfaces des bâtiments entrant dans le cadre du contrôle de conformité électrique :

Site de Trappes

Bâtiment n°	Nombre de niveau ou d'étage	Surface en M2
1	2	1437
3	1	110
7	1	94
20	3	1049
26	1	40
35	1	347
40	1	10
41	3	4531
42	1	247
52	1	773
55	2	2480
59	1	1380
60	2	1309
61	2	660
63	1	508
64	1	72
65	1	640
68	1	59
96 poste de livraison HT/BT	1	Non côté
Radio Sondage Automatique (RSA)		2 x 12
TOTAL		17 424

ROISSY/ORLY :

Surfaces des bâtiments entrant dans le cadre du contrôle électrique
(centre météo, parc météo , radar, sodar)

Sites	Batiment	Surface en m2
Roissy	Centre et parc	750
	Radar	10
	Sodar	10
Orly	Centre et parc	750

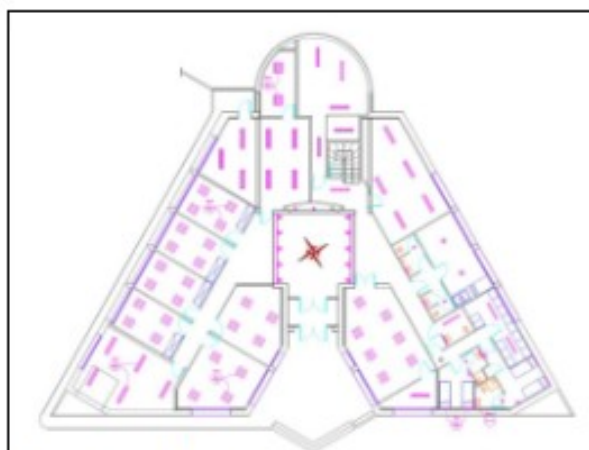
ANNEXE N°2 PLAN DES SITES

TRAPPES

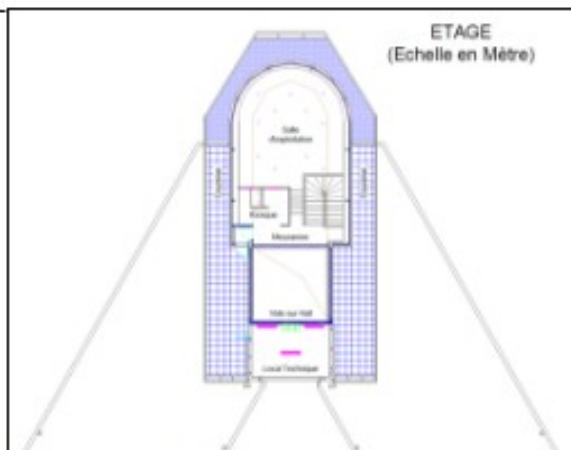


ANNEXE N°2

ROISSY/ORLY



Roissy Centre : Rez de chaussée



Roissy Centre : étage



Roissy: centre et parc

Roissy Sodar



Roissy Radar



Orly: parc



Orly: centre

ANNEXE N°3

LISTE DES MATÉRIELS POUR CONTRÔLES RÉGLEMENTAIRES

Postes	TRAPPES Désignation des matériels ou installations	Fréquence	Quantité
1	Portes motorisées (Bâtiments 35, 52, 60 et 55)	2 fois / an	4
2	Barrières levantes (Entrée – Sortie)	2 fois / an	2
3	Portail roulant entrée	2 fois / an	1
4	Chariot élévateur conducteur porté	2 fois / an	1
5	Location de charges pour chariots élévateurs	2 fois / an	1
6	Mesures d'empoussièrement amiante (Bât. 59 et 60)	1 fois / an	1
7	EPI (Lot de 3 Harnais de sécurité CE, 12 Mousquetons, 3 Longes, 2 Bloqueurs ventraux, 2 Chariots mobiles simples)	1 fois / an	Lot de
8	Lignes de vie (Bâtiment 20: 1 et Bâtiment 1: 2)	1 fois / an	3
9	Élingues (lot de 33)	1 fois / an	Lot de
10	Installations de désenfumage (Bâtiments 1, 20 et 35)	1 fois / an	3
11	Manilles, anneaux de levage, maillons rapides et mousquetons (lot de 43 - Charges variables)	1 fois / an	Lot de
12	Anneau(x) de levage <13 000Kg	1 fois / an	1
13	Réseaux gaz : rue Teisserenc de Bort (1) et avenue des Prés avec chaudière bâtiment 35 (1)	1 fois / an	2
14	Chaudières > à 500 kW (Bâtiment 41)	1 fois / 2 ans	3
15	Pont roulant <10 Tonnes (Bâtiment 35)	1 fois / an	1
16	Location de charge pour pont roulant	1 fois / an	1
17	Appareils de cuisson destinés à la restauration (jusqu'au 30/06/2027)	1 fois / an	4
18	Installation électrique de l'ensemble des bâtiments du site contrôle annuel de la station RSA	1 fois / an	1
19	Monte charge (Bâtiment 20)	1 fois / an	1

20	Grues d'atelier à bras <750Kg (Bâtiment 35)	1 fois / an	2
21	Tables élévatrices hydrauliques < 1 Tonne	1 fois / an	2
26	EPI DSO	1 fois / an	Lot de
27	Extracteur d'air (bât. 35)	1 fois / an	1
Postes	ROISSY Désignation des matériels ou installations	Fréquence	Quantité
22	Installation électrique du centre météo de Roissy	1 fois / an	1
23	Installation électrique du système sodar de Roissy	1 fois / an	1
24	Installation électrique du système radar de Roissy	1 fois / an	1
Postes	ORLY Désignation des matériels ou installations	Fréquence	Quantité
25	Installation électrique du centre météo de Orly	1 fois / an	1